

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
20, rue de la Providence  
86000 Poitiers

Poitiers, le 30 décembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10 décembre 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GREECE 50 (ex Distribution Casino France)**

2 avenue Lafayette  
BP45  
86000 Poitiers

Référence : 2025 1586 UbD16-86 ENV86  
Code AIOT : 0007203212

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 décembre 2025 dans l'établissement Distribution Casino France implanté 2 avenue Lafayette (case 179) 86000 Poitiers. L'inspection a été annoncée le 25/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GREECE 50 (ex Distribution Casino France)
- 2 avenue Lafayette 86000 Poitiers
- Code AIOT : 0007203212
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site dispose d'une déclaration au titre des rubriques 1185-2.a et 2221 de la nomenclature des ICPE.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Fluides frigos
- Fluides frigo/SAO/GESF

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Changement d'exploitant	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R512-68	Demande d'action corrective	1 mois
2	Situation administrative (rubrique ICPE 1185)	Décret du 22/10/2018	Demande d'action corrective	3 mois
3	Situation administrative	Code de l'environnement du 22/10/2018, article R511-9	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un changement d'exploitant doit être notifié.

Un point sur le classement des activités doit être réalisé.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Changement d'exploitant

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 26/01/2017, article R512-68
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Changement d'exploitant
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Sans préjudice des dispositions de l'article R. 181-47, et sauf dans le cas prévu à l'article R. 516-1, lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement ou à déclaration change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette déclaration et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique.</i></p> <p><i>Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant. Pour les installations prévues à l'article R. 512-55, la déclaration est accompagnée d'un justificatif de réalisation du dernier contrôle périodique.</i></p> <p><i>Il est délivré un récépissé sans frais de cette déclaration.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les installations déclarées au titre des rubriques 1185 (emploi de gaz à effet de serre) et 2221 (préparation ou conservation de produits alimentaires) étaient précédemment exploitées par l'enseigne Casino.</p>

<p>Par courrier électronique du 22 janvier 2025, l'inspection a demandé à l'exploitant de télédéclarer le changement d'exploitant.</p> <p>Aucune démarche n'a été réalisée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Dans un délai de 1 mois</b>, l'exploitant procède à la télédéclaration de changement d'exploitant (numéro AIOT : « 0007203212 ») sur le site internet dédié (coche « Une déclaration de changement d'exploitant ») :  <a href="https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R42920">https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R42920</a></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 2 : Situation administrative (rubrique ICPE 1185)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Décret du 22/10/2018</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Nomenclature ICPE (décret créant la rubrique 1185)</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Décret n°2018-900 du 22 octobre 2018 créant la rubrique 1185 :</p> <p><i>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) ;</i></p> <p><i>1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension.</i></p> <p><i>Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant :</i></p> <p><i>a) Supérieure à 800 l (A) ;</i></p> <p><i>b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l (D) ;</i></p> <p><i>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation :</i></p> <p><i>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC) ;</i></p> <p><i>b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D) ;</i></p> <p><i>3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire :</i></p> <p><i>1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant :</i></p> <p><i>a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l (D) ;</i></p> <p><i>b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l (D) ;</i></p> <p><i>2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement (D) ;</i></p>
<p><b>Constats :</b></p>

<p>Le site est soumis à déclaration avec contrôle au titre de la rubrique 1185.2.a de la nomenclature des ICPE, la quantité susceptible d'être présente dans l'installation est de 2 315,5 kg.</p> <p>Par courrier électronique du 9 décembre 2025, l'exploitant a transmis des éléments techniques sur la centrale froid.</p> <p>Il est en ressort qu'elle fonctionne exclusivement au CO<sub>2</sub>. L'exploitant indique qu'elle a été mise en service début 2025.</p> <p>Par ailleurs, aucun gaz à effet de serre fluoré n'est listé dans les différents tableaux transmis par l'exploitant en amont de l'inspection.</p> <p>Le site pourrait alors ne plus être classé au titre de la rubrique 1185 de la nomenclature des ICPE, sans pour autant avoir fait l'objet d'une déclaration de cessation d'activité.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Après avoir vérifié que les quantités de gaz à effet de serre fluorés présents sur le site sont bien inférieures au seuil de la rubrique 1185-2.a, l'exploitant télédéclore la cessation partielle <b>dans un délai de 3 mois</b> sur le site internet dédié (coche « Une déclaration de cessation d'activité ») : <a href="https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R42920">https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R42920</a></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 3 : Situation administrative**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 22/10/2018, article R511-9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement ICPE</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est soumis à déclaration avec contrôle au titre de la rubrique 2221 (<i>Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale, par découpage, cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, salage, séchage, saurage, enfumage, etc., à l'exclusion des produits issus du lait et des corps gras et des activités classées par ailleurs</i>) de la nomenclature des ICPE, la quantité de produits entrants étant de 1, 9t/j.</p> <p>Des travaux de rénovation ont été réalisés ces dernières années, entraînant des potentielles modifications du classement des activités (cf. point de contrôle n°1 sur la rubrique 1185).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant recense ses activités et stockages susceptibles d'être soumis à la nomenclature des</p>

ICPE et procède aux démarches nécessaires sur le site dédié **dans un délai de 3 mois** :  
<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R42920>

Si toutefois, le régime de classement pour certaines activités est désormais l'Enregistrement (seuil de 4 t/j pour la rubrique 2221) voire l'Autorisation, l'exploitant prend contact avec l'inspection des ICPE.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois